

Rentrée grippée pour Obama

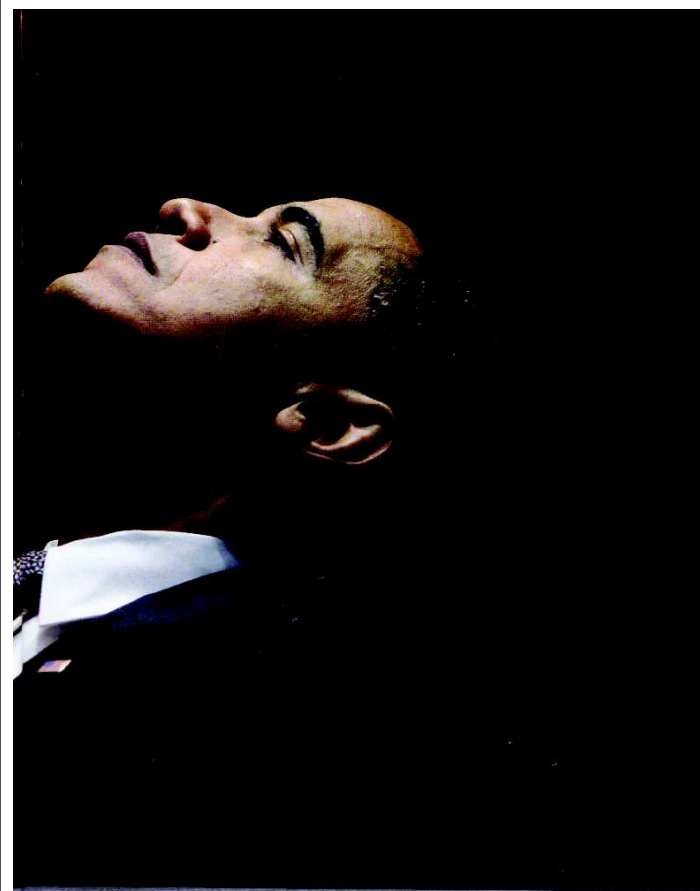
Etats-Unis. La reprise s'avère difficile pour Obama qui voit sa popularité entamée: le projet de réforme de la santé divise les Américains pendant que la situation socio-économique se dégrade et que les dossiers de politique étrangère stagnent.

«**V**ous mentez!», a lancé le représentant républicain de la Caroline du Sud Joe Wilson lors du discours prononcé mercredi 9 septembre en prime-time par le président américain Barack Obama au Congrès, au cours duquel celui-ci

défendait son projet de réforme du système de santé. Un comportement pour le moins inhabituel et déplacé qui révèle l'ampleur des divergences suscitées par le projet, y compris au sein des rangs démocrates.

Des dizaines de milliers de personnes étaient venues le samedi suivant de tout le pays à Washington, mobilisées par des organisations conservatrices, pour dénoncer la

politique d'Obama, qualifiée de «socialiste». Une véritable démonstration de force qui a étrangement contrasté avec la foule en liesse rassemblée en ce même lieu en janvier à l'occasion de la cérémonie d'investiture. Le président démocrate propose en effet la création d'une couverture maladie universelle. Mais une proportion importante de la population refuse le projet, redoutant ses effets sur les



Cette semaine, Obama commémorait la plus grande faillite de l'histoire de l'économie américaine, celle de Lehman Brothers.

septembre, il commémorait la plus grande faillite de l'histoire de l'économie américaine -celle de Lehman Brothers- en prononçant un sermon contre «l'irresponsabilité». Après avoir rappelé les mesures «agressives et innovantes» prises pour sauver le système en puisant dans les fonds publics, il a reconnu que «malheureusement, il en existe certains dans l'industrie financière... qui ont choisi d'ignorer» les leçons de la crise. Il a cependant rappelé sa foi dans le pouvoir d'un libre marché, réitérant qu'il s'était clairement prononcé contre l'idée d'un plafonnement des primes, soutenue notamment par la France en vue du prochain sommet du G20 qui se tiendra les 24 et 25 septembre à Pittsburgh.

Toujours côté économique, la Chine a choisi de répliquer à la signature par Obama d'un décret restreignant les importations de pneus bas de gamme en provenance de son territoire durant trois ans en annonçant l'ouverture d'une enquête antidumping.

En politique étrangère, la question du nucléaire iranien stagne tandis qu'une rencontre est prévue le 1er octobre prochain entre les représentants des 6 puissances qui négocient sur ce dossier (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne) et la République islamique. En Afghanistan, le mois d'août a été le plus meurtrier pour les soldats américains depuis le début de la guerre pour laquelle le soutien ne cesse de s'éroder dans l'opinion américaine. Enfin, au Proche-Orient, alors que l'émissaire spécial d'Obama, George Mitchell, est à nouveau en tournée dans la région, aucun signe d'accord avec le Premier ministre israélien Netanyahu n'a été constaté, celui-ci persistant à refuser un gel total de la colonisation.

AMINA BOUBIA

déficits budgétaires du pays, la fiscalité, voire leurs libertés individuelles. Les compagnies d'assurance sont également contre la réforme et son volet relatif à l'«option publique». Lorsque l'on sait que le marché de la santé représente 2 500 milliards de dollars, on comprend mieux pourquoi.

Toutefois, selon les dernières évolutions, les sénateurs à la recherche d'un consensus sur la réforme du système de santé seraient très près du but. L'un d'eux a ainsi laissé entendre que le projet pourrait être adopté avant la fin de l'année, comme le souhaite Barack Obama.

Il semble que la détermination du président à revenir personnellement à la charge sur ce dossier ait porté ses fruits. Ainsi, il n'a pas hésité à prévenir ces concitoyens que

cette réforme n'était pas seulement destinée à voler au secours des plus pauvres mais aussi à sauver l'assurance santé en péril des dizaines de millions de membres des classes moyennes. Lors d'un meeting, le président a déclaré : «Nous en sommes au moment où les intérêts spéciaux, les compagnies d'assurance et tous les gars qui veulent tuer la réforme se battent avec tout ce qu'ils ont sous la main. C'est le moment où ils propagent toutes sortes de rumeurs pour effrayer et intimider le peuple américain. C'est pour cela que j'ai besoin de votre aide».

Sur tous les fronts

Et ceci sans compter les nombreux dossiers qu'Obama doit gérer par ailleurs. Lundi 14